

Brochure n° 3026

**Convention collective nationale**

IDCC : 1436. – **SUCRERIES,  
SUCRERIES-DISTILLERIES,  
RAFFINERIES DE SUCRE**  
**(5<sup>e</sup> édition. – Janvier 2004)**

**ACCORD DU 14 JUIN 2005**  
**RELATIF À LA FORMATION**  
**ET À LA SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL**

NOR : *ASET0550871M*  
IDCC : 1436

Entre :

Le syndicat national des fabricants de sucre de France (SNFS) ;

La chambre syndicale des raffineurs et conditionneurs de sucre de France (CSRCSF),

D'une part, et

La fédération générale agroalimentaire (FGA) CFDT ;

La fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation, des tabacs et allumettes, des services annexes (FGTA) FO ;

La fédération des syndicats commerce, services et force de vente (CSFV) CFTC ;

La fédération du personnel d'encadrement de la production, de la transformation, de la distribution et des services et organismes agroalimentaires et des cuirs et peaux (FAA) CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit.

## CHAPITRE I<sup>er</sup>

### **Formation**

#### **Article 1<sup>er</sup>**

##### *Fonds mutualisé d'adaptation et de reconversion (FOMAR)*

Après 10 années de fonctionnement du FOMAR, les signataires reconnaissent que la profession est dotée d'un outil adapté pour faire face aux besoins d'amélioration des qualifications professionnelles des salariés et au développement de leurs compétences.

Afin de soutenir cette dynamique d'amélioration, notamment relancée par la création de l'instance de gestion paritaire, les parties conviennent :

- de reconduire, au titre de l'année 2004, le principe d'une contribution des entreprises à hauteur de 0,10 % de la masse salariale 2004 des salariés permanents ;
- de procéder au versement de ladite contribution dans le mois suivant la date de la signature du présent accord ;
- de reconduire au titre de l'année 2005, le principe d'une contribution des entreprises à hauteur de 0,10 % de la masse salariale 2005 des salariés permanents ;
- de procéder au versement de ladite contribution dès lors que les besoins de l'association FOMAR le nécessiteront au cours de l'année 2006.

#### **Article 2**

##### *Mise en œuvre des accords interalimentaires sur la formation tout au long de la vie*

Les accords interalimentaires ont été conclus pour une application directe dans les entreprises relevant des branches signataires. Toutefois, il appartient à chaque branche de sélectionner parmi les actions prioritaires celles correspondant pleinement aux besoins de l'industrie sucrière.

Les signataires conviennent de dresser un bilan à l'issue de 2 années de fonctionnement.

Les actions prioritaires retenues parmi celles figurant dans l'accord interalimentaire sont :

- formation aux métiers des industries alimentaires ;
- qualité ;
- hygiène et sécurité sanitaire des aliments ;
- informatique, traitement de l'information et réseaux, informatique industrielle, automatismes ;
- ressources humaines, management et gestion des entreprises ;
- montage et maintenance des équipements ;
- finances, comptabilité, gestion ;
- secrétariat, bureautique, informatique de gestion ;
- communication et information ;
- prévention des accidents du travail, des maladies professionnelles, et conditions du travail ;

- respect de l'environnement et prévention des risques industriels ;
- réglementation spécifique à l'activité de l'entreprise ;
- alphabétisation, savoirs de base et développement personnel ;
- développement des compétences linguistiques professionnelles du salarié.

## CHAPITRE II

### *Santé et sécurité au travail*

#### **Article 1<sup>er</sup>**

Depuis de nombreuses années, la recherche de meilleurs résultats en matière de santé et de sécurité au travail a été à l'origine de travaux et réalisations communs entre le SNFS et la CSRCSF, d'une part, et les organisations syndicales, d'autre part.

Considérant que la sécurité est l'affaire de chacun et nécessite un dialogue permanent, les partenaires sociaux ont déjà signé un premier accord mettant en œuvre une commission d'information et d'échanges sur l'hygiène et la sécurité.

Afin de progresser encore dans ce domaine, les signataires du présent accord souhaitent souligner l'importance qu'ils y attachent en s'inscrivant dans une démarche de prévention associant l'ensemble des acteurs concernés, direction, encadrement, ensemble des salariés, instances représentatives du personnel, professionnels de la santé au travail.

Après une première présentation des objectifs lors de la réunion d'information et d'échanges sur l'hygiène et la sécurité le 27 mai 2004, il est convenu de réunir la commission paritaire nationale dans les meilleurs délais afin d'examiner le projet d'accord spécifique relatif à la santé et à la sécurité au travail dans la branche sucrière qui est proposé dans le cadre des négociations 2005.

Les signataires conviennent également de modifier la dénomination de la réunion annuelle qui sera identifiée sous l'appellation de « réunion d'information et d'échanges sur la santé et la sécurité au travail ».

L'appellation figurant dans la convention collective sera modifiée en conséquence.

#### Date d'application

Le présent accord est applicable au jour de sa signature.

#### Publicité de l'accord

Le présent accord sera déposé en 5 exemplaires à la direction départementale du travail et de l'emploi de Paris et au greffe du conseil de prud'hommes.

Fait à Paris, le 14 juin 2005.

(Suivent les signatures.)